

Blanc de plomb : un permis parmi d'autres pour tuer

Déjà utilisé dans l'Antiquité pour la fabrication des fards pour les femmes et le maquillage des comédiens dans les tragédies grecques et romaines, le blanc de plomb s'est imposé au fil des siècles comme le pigment incontournable pour la préparation de la peinture blanche. Au XIX^e siècle avec l'essor industriel, la céruse, nom commun donné à ce carbonate de plomb, est fabriquée à grande échelle et utilisée dans toutes les peintures qui recouvrent les bâtiments, les gares, les ponts, les navires et plus tard les automobiles. La céruse est également omniprésente à l'intérieur des habitations pour le blanchiment des murs, la fabrication des papiers peints, des toiles cirées, des tissus, des cartons glacés, des cartes de visite...

Or ce pigment de plomb est un véritable poison. Il provoquera à partir de 1820 une hécatombe parmi les ouvriers cérusiers qui le fabriquent et les peintres en bâtiment qui le manipulent. Il ne sera définitivement interdit en Europe qu'en 1992, soit plus d'un siècle et demi plus tard.

Dans son livre *Blanc de plomb : histoire d'un poison légal*, l'historienne Judith Rainhorn analyse les raisons qui ont permis à ce pigment toxique d'être massivement utilisé pendant une période aussi longue avec l'aval des pouvoirs publics.

Les effets nocifs de la céruse sont pourtant décrits et dénoncés depuis le premier tiers du XIX^e siècle. L'inhalation et le contact cutané avec ce composé provoquent le saturnisme, une maladie caractérisée par des vertiges, des tremblements, la paralysie des membres, des troubles de la vision et le coma. Une utilisation professionnelle prolongée peut conduire à la mort.

Déni d'une partie de la communauté scientifique, invisibilité organisée, indignations populaires éphémères, campagnes de prévention et réglementations édictées mais jamais appliquées, cet ouvrage fort bien documenté nous éclaire sur le parcours de ce poison industriel qui n'est pas sans nous rappeler celui bien plus médiatisé de l'amiante.

Car comme pour l'amiante, l'histoire de la céruse a pour toile de fond le dilemme pour les autorités publiques entre prospérité économique de l'industrie chimique et protection de la santé des travailleurs et des citoyens. Les parallèles avec la fibre magique sont nombreux : prétendue impossibilité de substituer un produit aux performances inégalées, mise en avant d'une utilisation contrôlée pour éviter l'interdiction et surtout transformation des risques professionnels en risques environnementaux. Comme l'amiante abondamment utilisé dans les habitations pour ses propriétés ignifuges et isolantes, les peintures à base de céruse se dégradent avec le temps.

À partir du milieu des années quatre-vingt, une nouvelle vague de saturnisme fait son apparition. Les victimes sont les enfants défavorisés qui vivent dans des logements insalubres. Ils inhalent ou ingèrent les poussières qui proviennent des couches anciennes de peinture contenant du carbonate de plomb. Les conséquences de cette deuxième vague d'exposition à la céruse sont des encéphalopathies aiguës, des retards psychomoteurs et des diminutions irréversibles des performances cognitives. La toxicologie du plomb et de ses dérivés est aujourd'hui bien connue : ce sont des neurotoxiques sans seuil mais également des toxiques pour la reproduction.

Alors que l'utilisation de la céruse est aujourd'hui interdite en Europe tout comme l'utilisation du plomb pour l'amélioration de l'indice d'octane dans l'essence, rappelons que d'autres composés du plomb sont toujours largement utilisés dans l'industrie. C'est le cas notamment pour la fabrication des batteries automobiles. Afin de réduire les risques pour la santé des travailleurs exposés, des valeurs limites d'exposition professionnelle obligatoires ont été adoptées dans la législation européenne. Ces valeurs limites définies il y a plus de trente ans sont notoirement obsolètes mais plutôt que d'interdire ces substances considérées comme "essentiels" pour la compétitivité de l'industrie automobile européenne, il est plutôt question de revoir ces valeurs à la baisse.

La lecture de ce livre est essentielle pour mieux comprendre ce qui se joue dans le débat actuel sur la cancérogénicité du glyphosate, le principe actif de l'herbicide le plus utilisé dans le monde ou celle du dioxyde de titane, le pigment qui a supplanté la céruse dans toutes les peintures à usage industriel et domestique. Une lecture qui pourra peut-être un jour empêcher l'histoire de bégayer.

— Tony Musu

Blanc de plomb : histoire d'un poison légal

Judith Rainhorn
Presses de SciencesPo,
Paris, 2019, 370 pages

Lesbos : avant-poste de la forteresse Europe

Un livre concis, percutant, indispensable. Le sociologue suisse Jean Ziegler s'est rendu en mai 2019 à Lesbos en Grèce. Il y a rencontré des réfugiés, des responsables politiques, des opérateurs d'organisations humanitaires, des fonctionnaires grecs et européens qui mettent en œuvre au quotidien ce que le langage administratif appelle "la gestion des flux migratoires" et "le contrôle des frontières extérieures". Traduisez en langage humain : une guerre sans merci contre les migrants.

Lesbos est une île d'une stupéfiante beauté. Proche des côtes turques, elle est devenue le siège d'un "hot spot". Ces camps sont supposés "faciliter" le travail des autorités migratoires et, en particulier, rendre possible l'examen d'une demande d'asile. La réalité est très éloignée de cette description.

"Alors que j'exerçais comme rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, j'ai parcouru la Rocinha, la plus grande favela de Rio de Janeiro, les slums des Smokey Mountains de Manille et les pautes shantytowns de Dacca, au Bangladesh. Mais jamais je n'ai été confronté à des habitations aussi sordides, à des familles aussi désespérées que dans les Oliveraies de Moria", observe l'auteur.

La fonction réelle des hot spots est de créer des conditions suffisamment inhumaines et dégradantes qu'elles décourageraient des personnes fuyant les guerres et la violence à se réfugier dans l'Union européenne (UE). Il y a une double réalité à Lesbos et dans les quatre autres îles de la mer Égée où se trouvent des hot spots. Celle de 40 000 personnes entassées dans la misère, la crasse, la privation des soins les plus élémentaires et celle des multiples acteurs de la violence étatique : forces militaires et policières de la Turquie, de la Grèce et de leurs acolytes de l'UE, principalement l'agence Frontex. Cette conjonction de violence n'est

pas inefficace : 172 000 réfugiés sont arrivés dans les îles de l'Égée en 2016, mois de 30 000 en 2017. Le nombre a encore baissé en 2018.

Les réfugiés peuvent attendre pendant des années entre les rats et les immondices. 35 % d'entre eux sont des enfants et les suicides sont fréquents. Les rations alimentaires sont insuffisantes, les carences de douches et toilettes créent des conditions d'hygiène désastreuses.

Un apport important du livre est de braquer les projecteurs sur une économie sécuritaire, largement financée par le budget européen. Alors que de nombreuses dépenses stagnent ou sont rognées, les prévisions budgétaires restent excellentes pour cette "guerre" contre les migrants. D'après les perspectives budgétaires de l'UE, les postes "Sécurité des frontières" et "Migration" vont être triplés entre 2019 et 2027 de manière à atteindre 34,9 milliards d'euros. Le budget de Frontex sera augmenté de 12 milliards d'euros dans les sept prochaines années.

Le secteur de la sécurité et de l'armement bénéficie de cette manne. Il dispose à Bruxelles d'un lobby important avec notamment l'Organisation européenne de sécurité (EOS). Parmi les lobbyistes, l'auteur épingle le rôle de Dirk Niebel, ancien secrétaire général du FDP (parti libéral allemand) et ancien ministre de la coopération au développement dans la coalition dirigée par Angela Merkel entre 2009 et 2013. Il passe ensuite au privé pour la société d'armement Rheinmetall.

La guerre contre les migrants est plus rentable que toutes les guerres en cours en Syrie ou au Yémen, d'après Jean Ziegler. Des équipements hautement sophistiqués sont conçus pour surveiller, terroriser et tuer des personnes désarmées. Un scanner utilisé par Frontex pour vérifier si des personnes sont cachées dans un camion coûte environ 1,5 million d'euros. Avec l'argent de l'UE, le

gouvernement turc a installé le long de la frontière syrienne des dispositifs qui déclenchent automatiquement des tirs de mitrailleuse lorsque la présence de réfugiés est détectée. La personne qui entre dans la zone contrôlée entend d'abord des avertissements en trois langues lui enjoignant de faire demi-tour. Ensuite c'est le tir automatique. Un exemple parmi d'autres de l'ineffectivité des firmes actives dans les armes non létales : "L'entreprise espagnole ESF est le principal producteur des barbelés de l'OTAN. Le cerveau tordu de ses ingénieurs a mis au point un fil de fer incassable, garni de crochets métalliques aiguisés comme des lames de rasoir. Les réfugiés qui tentent de soulever ces barbelés pour se glisser par dessous ont les mains lacérées, parfois les tendons sectionnés."

Il existe des centaines de livres qui interrogent le rapport entre les dispositifs politiques et le corps humain. Celui-ci a le mérite d'un langage direct, dépouillé de toute carapace théorique. Il n'aspire qu'à une chose : que l'indignation se convertisse en une force collective. Ziegler nous laisse avec un appel : "Nous devons imposer la fermeture immédiate et définitive de tous les hot spots, où qu'ils se trouvent. Car ils sont la honte de l'Europe."

— Laurent Vogel

Lesbos, la honte de l'Europe

Jean Ziegler, éditions du Seuil, 2020, 144 p.